

### L'actu du mois

En mars, les candidats à l'élection présidentielle ont présenté leur vision de la décentralisation et des collectivités devant plusieurs associations d'élus. Le premier grand oral, organisé par Territoires Unis (AMF, Régions de France et ADF), s'est tenu le 15 mars. Quant à la seconde audition, les représentants des candidats ont été entendus par Intercommunalités de France et France Urbaine le 22 mars.

Les associations d'élus tiendront leurs réunions annuelles dans les prochains mois selon le calendrier suivant :



A noter également, l'Association des Administrateurs Territoriaux de France (AATF) et Ipsos ont publié un baromètre intitulé *Le service public local vu par les Français*. Il en résulte un attachement des Français aux collectivités locales : près de 8 Français sur 10 font aujourd'hui davantage confiance aux collectivités qu'à l'État pour organiser les services publics dans les territoires où ils vivent. Dans le même temps, 88% des citoyens interrogés souhaitent une réforme donnant la possibilité pour une collectivité d'adapter à son contexte local certaines réglementations décidées à l'échelle nationale.

### Focus les propositions du candidat Emmanuel MACRON



Le président sortant, dont le programme a été dévoilé en conférence de presse le 17 mars dernier, a formulé plusieurs propositions relatives à la décentralisation et aux collectivités territoriales. Ces propositions pourraient se traduire à travers différents chantiers gouvernementaux :

Loi de finances	<ul style="list-style-type: none"> <li>Supprimer la CVAE</li> <li>Augmenter les dotations d'investissement local</li> <li>Maintenir l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux</li> <li>Maintenir la réforme des bases locatives</li> </ul>
Réforme de l'organisation territoriale de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> <li>Clarifier les compétences des collectivités en confiant le logement au bloc communal</li> <li>Renforcer le réseau des sous-préfectures et continuer le développement des maisons France services</li> <li>Simplifier le millefeuille territorial : les élus départementaux seront les mêmes que les élus régionaux, avec un seul « conseiller territorial »</li> </ul>
Loi de programmation pour la transition écologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Multiplier les « tiers-lieux »</li> <li>Instaurer une planification déclinée dans chaque territoire, par les régions, départements, communes, pour des choix locaux sur la production d'énergie et la décarbonation</li> <li>Renforcer l'action en faveur des territoires ultramarins pour faire face aux catastrophes naturelles et à la pollution environnementale</li> </ul>
Loi sur l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir l'accès à l'école : dans les quartiers et la ruralité, quand c'est nécessaire, renforcer l'offre éducative après la classe</li> </ul>

# Les propositions des principaux candidats



## Fabien ROUSSEL :

- Refondre la fiscalité locale (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Lutter contre l'évasion fiscale (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Indexer la DGF sur l'inflation (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Mener une loi de programmation pour les collectivités locales (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Instaurer une loi de programmation sur la ville avec un budget augmenté à 1% du budget de l'Etat (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Engager une profonde réforme des lois MPTAM et NOTRe (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Doubler l'aide à la pierre pour les communes de moins de 3500 habitants (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Mener une grande loi de décentralisation en concertation avec les élus locaux (15.03.2022 Audition Territoires Unis)



## Jean-Luc MELENCHON :

- Supprimer les métropoles (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Instaurer des référendums d'initiatives citoyennes et des référendums révocatoires pour les élus locaux (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Revoir le système de péréquation (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Confier la gestion de l'eau comme prérogative principale des régions (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Rééquilibrer les dotations confiées aux communes en mettant sur un pied d'égalité les urbains et les ruraux (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Organiser des états généraux des quartiers populaires et des espaces ruraux pour construire une véritable égalité territoriale notamment dans les services publics (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Stopper l'étalement urbain : renoncer aux grands projets et rapprocher bassins de vie et bassins d'emploi (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Rééquilibrer la dotation globale de fonctionnement versée aux communes pour lutter contre les inégalités territoriales (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Revenir sur l'obligation d'appartenance des communes à des intercommunalités en abrogeant la loi NOTRe (15.03.2022 Audition Territoires Unis)



## Anne HIDALGO :

- Adopter un acte III de la décentralisation en revenant à l'esprit des lois DEFERRE (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Adopter une loi de financement pour accompagner la décentralisation (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Supprimer ou diminuer le contrôle de légalité qui pèse sur les collectivités (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Réformer la fiscalité locale en laissant plus d'autonomie aux collectivités (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Garantir un accès de premier niveau aux principaux services publics dans chaque commune (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Donner aux régions la compétence d'apprentissage pour les lycéens (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Instaurer un conseil aux collectivités pour les petites communes (15.03.2022 Audition Territoires Unis)



## Yannick JADOT :

- Adopter un pacte financier qui augmente de 10% le budget des collectivités et de 500 millions la DGF (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Mettre en place des mécanismes d'incitation fiscale avec une contractualisation responsable (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Associer les collectivités dans la politique de rénovation des logements (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Réformer les marchés publics afin d'intégrer des contenus locaux : préférence géographique dans les marchés publics (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Instaurer des commissaires de la République à la reconstruction, rattachés à un grand ministère des Territoires (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Instaurer la règle de « zéro artificialisation » (15.03.2022 Audition Territoires Unis)



## Valérie PECRESSE :

- Permettre aux territoires de développer les projets de réindustrialisation (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Adopter une grande loi de décentralisation (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Renouer le rôle des préfets de départements en leur donnant des compétences et moyens attribués aux ministères (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Permettre aux collectivités de mettre en place des réglementations locales (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Sortir de la loi SRU en la remplaçant par des contrats de mixité sociale et de mixité de logement (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Fusionner livrets A et Développement Durable en un livret Vert pour relancer un plan d'investissement en infrastructures et en aménagement du territoire (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Régionaliser pôle emploi, la formation professionnelle et les lycées professionnels (15.03.2022 Audition Territoires Unis)



## Marine LE PEN :

- Développer les lignes à grande vitesse dans le Sud de la France (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Faire que la loi SRU tienne compte des spécificités des territoires (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Simplifier les relations entre l'Etat et les collectivités (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Transférer la clause de compétence générale uniquement aux communes (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Respecter le principe de subsidiarité des collectivités (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Faire que les communes puissent déléguer des compétences aux intercommunalités (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Remettre les primes d'aménagement du territoire pour lutter contre la désertification (15.03.2022 Audition Territoires Unis)
- Réserver la clause de compétence générale aux communes (15.03.2022 Audition Territoires Unis)



## Éric ZEMMOUR :

- Réaffirmer les 3 échelons territoriaux (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Repenser les intercommunalités en réduisant leurs tailles (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Réduire le nombre d'élus locaux en instaurant un conseiller territorial (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Réaffirmer la clause de compétence générale des communes (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Permettre aux maires et présidents d'EPCI d'être député ou sénateur (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Redonner les moyens de l'autonomie financière des collectivités (22.03.2022 Audition France Urbaine)
- Axer la décentralisation sur les départements et les communes (22.03.2022 Audition France Urbaine)

**VOTRE RESEAU D'INFLUENCE**

**PARLEMENT NOUVEAU 2022**

Anticiper - Suivre - Construire sa stratégie et son réseau au Parlement en 2022

Le 13.03 pour anticiper de mai à juin 2022

Webinaires législatifs

Suivre les élections : 1er tour du 1er tour

Le 03.04 pour anticiper de mai à juin 2022

En 2022 : des relations parlementaires innovantes

SEANCE PUBLIQUE est un cabinet de conseil en affaires publiques, experts du dialogue national et local en amont de la décision publique, nous aidons nos clients acteurs économiques à construire et anticiper leurs stratégies et réseaux d'influence en 2022 dès le mois de mai 2022. Contactez-nous pour recevoir nos offres et dispositifs.

**Politique RGPD :**  
Conformité SEANCE PUBLIQUE articles 14 et 28  
RGPD en lien sur le [site SEANCE PUBLIQUE](http://site.seance-publique.com).

**Violette SORIANO**  
vsoriano@seance-publique.com  
2-4, rue Saint-Simon – 75007 Paris  
[www.seance-publique.com](http://www.seance-publique.com) / 01 45 44 50 95

